

FSU

83

ISSN 1282-6553

N°72

Fédération Syndicale Unitaire VAR

Pierrot.



Après les odieux attentats contre Charlie Hebdo et l'Hyper casher, des millions de citoyen-nes se sont rassemblé-es pour dire leur refus de l'obscurantisme et exprimer leur attachement aux valeurs de la République. Très rapidement la laïcité et l'école ont été mises au centre des débats. La FSU est la première à vouloir la réaffirmation de l'importance de la laïcité et à attendre qu'elle soit concrètement défendue et portée à tous les échelons du système éducatif. Mais quels moyens nous donne-t-on ? Peut-on faire abstraction d'une société encore inégalitaire avec des politiques assez inconscients pour exacerber les haines et l'entre-soi tandis que le FN grimpe dans les sondages ?

Les personnels de la fonction publique ont montré ces dernières semaines leur implication. La communauté éducative a été présente avec courage le jeudi 8 janvier tout en rappelant combien il est difficile d'enseigner dans des classes sans mixité scolaire, ni sociale, aux effectifs en hausse, avec une vie scolaire dépourvue de moyens. Aujourd'hui on prépare la rentrée 2015, dont on sait déjà que les moyens supplémentaires en enseignant-es ne couvriront pas l'augmentation du nombre d'élèves et qui va déboucher dans le Var sur un solde de 65 fermetures de postes en collège dont 29 mesures de carte scolaires. A ce jour, les agents de la fonction publique ont perdu en pouvoir d'achat deux mois de salaire en dix ans.

On pousse des cris d'orfraie, on demande plus à l'école, plus aux services publics comme si tout reposait sur les fonctionnaires. Les différents gouvernements qui se sont succédés oublient leur part de responsabilité dans cette tragédie. Des gens ont été poussés dans les fossés, exclus. Oh, bien sûr on s'émeut parfois de leur situation, quelques mesures sont prises mais la société ne change pas.

Pour la FSU, il faut une autre dynamique, un nouveau pacte social. C'est pour cela qu'après le 3 février, nous appelons à marcher contre l'austérité le 9 avril avec la CGT, Solidaires et FO.

Si vous lisez la nouvelle « Pierrot » de Maupassant, vous y découvrirez comment deux femmes, Mme Lefèvre et sa servante Rose, adoptent un chien dénommé Pierrot pour se protéger mais, il mange trop, donc il coûte. Elles décident de le pousser dans un trou qui servait à toute la contrée pour se débarrasser des chiens dont on ne voulait plus. Mais le chien pleure, jappe. Les nuits des deux femmes sont peuplées de cauchemars : elles vont tous les jours au bord du trou jeter de la nourriture, se lamentent puis constatant que tout cela ne sert à rien, Mme Lefèvre abandonne et entraîne Rose avec elle. Nous ne sommes pas Mme Lefèvre, nous sommes Charlie : c'est une affirmation, un cri, un combat de tous les jours.

Maryvonne Guignonnet Secrétaire départementale de la FSU du Var.

SOMMAIRE

- p 2 : actions et éducation prioritaire.
- p 3 : interview du bureau départemental de la FGR.
- P 4 : observatoire contre l'extrême droite ; dans l'actualité.
- p 5 : actions des retraité-es ; hommage à Jean De Carlo ; dans l'actualité.
- p 6 : compte rendu du CTSD ouvertures et fermetures de postes dans le second degré.
- p 7 : laïcité et «vivre ensemble».
- p 8 : le 8 mars dans le Var.

janvier, février, mars.

2015

Trimestriel N° 72

Directrice de la publication
Maryvonne GUIGNONNET
N° de commission paritaire :
0917 S 05032

Marim, 1 rue Mansard
83000 Toulon

Saïd, un élève varois menacé d'expulsion.

Saïd ARAIEK est né en Tunisie. Il est arrivé en France en 2012. Après avoir obtenu son Brevet au collège Django Reinhard, il a commencé une formation de CAP Agent Polyvalent de Restauration au Lycée La Coudoulière en 2013, qu'il suit assidûment. Son père ayant des problèmes de santé, il est venu chez lui à Toulon pour l'aider, quittant sa mère et sa sœur. A sa majorité, il a fait vainement une demande de titre de séjour. La Préfecture du Var lui a notifié une OQTF (Obligation de Quitter le Territoire Français), qu'il a contestée devant le Tribunal avec son avocat. Le TA a rejeté son recours. Le 26 janvier 2015, il s'est fait arrêter lors d'un simple contrôle d'identité devant son lycée, en totale contradiction avec la circulaire de Valls d'octobre 2013 qui porte sur l'interdiction d'intervention des forces de l'ordre dans le cadre scolaire. La Préfecture a alors décidé de le placer en rétention à Nîmes où il est arrivé le soir même, vers 21h, avec son cahier de correspondance, ses affaires de cours... Son père n'a été averti de l'arrestation et du transfert de son fils que tardivement. Quant à son passeport, il était alors entre les mains de la Police Aux Frontières. Après la décision du jeudi 29 janvier du TA de maintenir Saïd en rétention, c'est le Juge de la Liberté et de la Détention qui a finalement libéré Saïd le vendredi 30 janvier. Pour autant, la mesure d'OQTF le concernant est toujours à l'ordre du jour, et la menace de son expulsion du territoire français est bien réelle. Conseillé et accompagné par un réseau associatif et syndical bienveillant et compétent, Saïd a pu retirer un dossier de régularisation.

Education prioritaire.

Des écoles varoises lésées. La mobilisation continue à Hyères et Toulon.

La nouvelle carte de l'éducation prioritaire élaborée à moyens constants ne répond pas totalement aux besoins du terrain et écarte du dispositif certaines écoles, alors que les conditions socio-économiques ne cessent de se dégrader.

Les Recteurs ont eu pour mission de classer en REP ou REP+ les écoles en les rattachant aux collèges labellisés par le ministère en décembre dernier. Dans le Var comme ailleurs, la procédure mise en place et le résultat de cette réflexion génèrent de l'incompréhension, de l'injustice et de la colère.



En effet, des écoles hyéroises comme l'élémentaire Excelsior ou la maternelle Val Des Pins vont sortir d'un réseau EP alors qu'elles en ont toutes les caractéristiques. La seule raison, c'est que ces écoles dépendent d'un collège qui n'est pas classé en éducation prioritaire...

Sur Toulon, les 6 écoles du centre ancien, en Education prioritaire depuis plus de vingt ans et

contrairement à toutes les autres écoles de l'académie de Nice classées ECLAIR cette année. L'administration justifie sa décision : ces écoles de Toulon ont été rattachées au collège Peiresc qui passe en REP. Pourtant, la population de ces 6 écoles et leurs familles ont le revenu moyen le plus bas de TPM. Ce qui est possible pour les autres écoles ECLAIR passées en REP+ doit l'être aussi pour ces 6 écoles.

Après avoir obtenu la convocation d'un Comité Technique Ministériel sur le sujet le 5 décembre dernier, le SNUipp-FSU découvrait que les situations n'étaient pas toujours traitées de la même manière et exigeait que la situation de toutes les écoles dites « isolées » soient prises en compte afin d'intégrer ou d'être maintenues dans l'éducation prioritaire.

Alors que les écoles du quartier des Grésilles à Dijon ont obtenu gain de cause, suite à l'intervention de l'ancien maire de la commune et actuel ministre du travail François Rebsamem, la situation des écoles varoises est toujours figée. Pis encore, le Recteur de l'académie d'Aix-Marseille vient de prendre, par arrêté rectoral du 6 février dernier, la décision d'intégrer à l'éducation prioritaire les écoles dites « isolées » suivantes : maternelle et élémentaire Air Bel du 11eme arrondissement de Marseille, maternelle et élémentaire M.Carletti d'Arles, maternelle et élémentaire Langevin-Wallon de Septèmes-les-valons. Ce qui est possible à Dijon et dans les Bouches du Rhône doit l'être dans le Var.



rattachées administrativement aux collèges de la Marquisanne et Genevoix ne passent qu'en REP,

parents et des enseignant-es afin d'obtenir satisfaction pour la rentrée 2015. La FSU ne « lâchera rien » afin qu'aucune école, aucun élève, et aucune famille ne soient lésés.

Cédric Turco.



La FGR : entretien avec le bureau départemental.

Nous avons interviewé les collègues retraité-es membres du bureau départemental de la FGR, la Fédération Générale des Retraité-es.

La FGR-FP, qu'est-ce que c'est ?

La FGR-FP est une Fédération qui regroupe des syndicats, des associations et des adhérent-es direct-es. Les fédérations les plus importantes en nombre dans le Var sont l'UNSA, la FSU et la FAEN. Dans le Var comme au niveau national, l'immense majorité des adhérent-es de la FGR sont adhérent-es d'un syndicat. Parmi les adhérent-es direct-es, on trouve quelques camarades qui, actifs, n'avaient pas le droit de se syndiquer (armée, gendarmerie) et d'autres qui ont choisi de ne plus adhérer à leur syndicat professionnel.

C'est dire que, bien que la FGR-FP soit une association, son caractère syndical est fortement marqué : ses militant-es sont pour la plupart issu-es du monde syndical, elle formule des revendications et engage des actions pour les voir prises en compte. Un des points forts de la FGR-FP, c'est son unité. Cette année encore, le rapport d'activités, le rapport financier pour 2014 sont présentés aux adhérent-es au nom de la commission exécutive unanime.

Comment adhère-t-on à la FGR-FP ?

Tout retraité de la Fonction Publique (d'Etat, hospitalière ou territoriale) qui souhaite adhérer à la FGR, peut soit continuer à adhérer à son syndicat, soit verser une cotisation à la section départementale.



AG départementale du 13 mai 2014, qui a mandaté les délégués varois au Congrès National de Poitiers : Michel FORTUNA et Christiane MARTEL

Quelle est la place de la FSU au sein de la FGR ?

La FSU a toute sa place. La FGR-FP est une organisation démocratique : elle réunit un congrès national tous les 2 ans qui élabore une motion revendicative. L'an dernier, Michel FORTUNA était délégué au congrès de Poitiers ; il l'a présentée et a recueilli les amendements lors de l'Assemblée Départementale préparatoire.

Au niveau départemental, la FGR-FP réunit sa

Commission Exécutive tous les trimestres. Composée d'une trentaine de membres, elle est représentative de la diversité de la FGR-FP. Le bureau exécutif est lui aussi à l'image de la richesse de la FGR-FP.

Quelles sont les revendications de la FGR-FP ?

Axes revendicatifs prioritaires de la FGR-FP :

- La défense du pouvoir d'achat des retraité-es et la revalorisation des pensions
- L'accès aux soins pour tou-t-es
- La défense des services publics, garants de l'égalité de tous sur le territoire
- Les revendications liées au vieillissement : prise en charge de la perte d'autonomie, droit de vieillir et de mourir dans la dignité....

La FGR-FP mène des actions spécifiques aux retraité-es avec les autres syndicats de retraités, dans le cadre de l'USR (Union Syndicale des Retraités du Var : CGT, CFDT, CGC, FGR-FP, FO, FSU, Solidaires et UNSA) ou avec les associations de retraité-es de la Fonction Publique (Poste, France Télécom, Police, Gendarmerie, Officiers Mariniers). Pour la dernière période, les actions ont été variées : manifestation nationale le 2 juin 2014, rassemblements départementaux les 30 septembre 2014 et 17 mars, interventions auprès des Parlementaires en janvier, le 9 février et le 17 mars, délégations en Préfecture.

Elle participe aux actions avec les organisations d'actifs sur la défense des services publics par exemple.

La FGR-FP était naturellement dans la rue le 11 janvier pour défendre la liberté d'expression.

La FGR-FP siège au CODERPA (Comité Départemental des Retraités et Personnes Agées), instance de consultation placée auprès du Président du Conseil Général qui la préside. Elle dispose d'un siège de titulaire et d'un siège de suppléant. La présence régulière et active de la FGR-FP y est appréciée.

La FGR-FP connaît un léger tassement de ses effectifs, comme d'autres. Pourtant, la vie ne s'arrête pas à la retraite, des difficultés se font jour et la volonté de les résoudre par l'action collective et organisée est portée par les syndicats et la FGR-FP. Les nouveaux retraité-es ont toute leur place à la FGR-FP.

Le bureau départemental varois de la FGR.

Suite de l'article sur Saïd.

Apporter un maximum de pièces dont des témoignages manuscrits en faveur de l'élève sont très importants dans ces situations. Rappelons-nous que si Saïd continue sa scolarité au lycée, c'est que des hommes et des femmes l'ont soutenu. Tout d'abord, l'association Forum Réfugiés, présente au CRA, a lancé l'alerte pour rechercher des soutiens proches de Saïd et mobiliser RESF et la LDH. En effet, comme souvent dans ces situations, aucun des camarades, aucun de ses enseignant-es n'étaient au courant de la précarité de ce jeune. Il n'en avait jamais parlé à personne, pensant être mieux protégé par le silence. Souvent nous ignorons que des jeunes dans nos établissements scolaires peuvent être sous le coup d'une OQTF. Notre vigilance est donc l'une des premières aides. Ensuite, la mobilisation immédiate de professeurs et d'élèves du lycée a permis d'alerter les médias. Le relai réactif, efficace et militant des syndicats dont ceux de la FSU, de RESF, de la LDH a permis une audience à la Préfecture, et de signifier aux autorités que cette famille était soutenue. Les réseaux sociaux, une pétition en ligne ont porté cette situation à la connaissance de beaucoup d'autres.

Quand Saïd est allé retirer son dossier de régularisation, il était accompagné par la LDH. Heureusement, car malgré l'autorisation officielle faite par la préfecture pour cette démarche, il n'a pu accéder à ses droits que par la présence, l'insistance de cette association auprès des services administratifs. Le cas de Saïd n'est malheureusement pas isolé, nous devons protection et assistance à chacun de ces jeunes. La force d'un militantisme solidaire et humaniste en est l'une des garanties.

Marie-Pierre Lavie.

Dans l'actualité

«Cartocrise – culture française tu te meurs».

C'est le nom de la carte interactive élaborée par Emeline Jersol, médiatrice culturelle du Nord qui tient un registre des «festivals, structures et associations supprimés-annulés» comme nous l'apprend Le Parisien du 15 mars. Cette carte comprend 143 points. Ils correspondent à la fois aux festivals annulés ou supprimés et aux structures fermées dans le domaine de la musique, du théâtre, de la danse, des arts plastiques, des arts de la rue, de la littérature ou d'autres domaines : Les Voix de Gaou dans le Var, le Festival du film asiatique de Deauville, les Muzik'elles dans le Val-de-Marne... La raison principale ? Les coupes budgétaires des collectivités territoriales dictées par les diminutions de dotations de l'Etat.

Le «pays merveilleux» de Lyon II...

Il n'aura fallu pas moins de 6 mois de crise dont six semaines de grève et trois mois de rétention des notes pour que les étudiants vacataires et la présidence de l'université trouvent un début d'accord... Il faut dire que les grévistes avaient des revendications exorbitantes comme vous pourrez en juger par vous-même : régler le non-versement des salaires depuis septembre, couplé, pour certains d'entre eux, à une absence de contrat de travail ou encore rembourser pour l'année 2014-2015 les frais d'inscriptions que ces doctorants chargés d'enseignement ont dû payer afin d'exercer. Soit 396 euros (hors sécurité sociale) qui grevaient largement leur rémunération, s'élevant à 700 euros pour vingt et une heures de cours...



La FSU et l'observatoire départemental contre l'extrême droite.

Un engagement tout simplement indispensable dans le Var !

La FSU 83 participe depuis sa création à l'observatoire (ou collectif) varois contre l'extrême-droite. Elle y a toute sa place et alimente la réflexion commune.

Le tract «7 bonnes raisons de ne pas voter FN» dont la FSU est signataire avec d'autres syndicats, associations et partis a été diffusé lors des marchés, des réunions... et vous pouvez le retrouver sur notre site. Le Var est un des départements les plus menacés par la vague brune ou plutôt bleu marine puisque le FN repeint avec des couleurs nouvelles des idées anciennes pour faire passer plus aisément son idéologie.

Ce tract collectif insiste sur des quelques idées force : Le vote FN n'est une alternative ni politique ni sociale. Le FN développe une analyse simpliste et populiste face à des problèmes complexes. Concrètement dans les villes FN, ce sont d'abord les domaines de l'éducation et la culture qui sont attaqués sous l'angle de la préférence nationale et par conséquent la diversité des opinions, la tolérance et la démocratie qui sont menacées. L'éviction administrative de commerçants jugés peu provençaux du marché de Cogolin ou la fermeture du centre social de Villeneuve à Fréjus en sont des exemples.

Ce collectif réunit régulièrement des acteurs syndicaux (FSU, la confédération paysanne et Solidaires), associatifs comme la LDH, des observatoires locaux (comme Fréjus ou Cogolin), des mouvements citoyens comme Affront national de Brignoles. Il permet la mutualisation des informations concernant les actions du FN dans les mairies varoises et de dynamiser les initiatives citoyennes de lutte contre les idées de l'extrême-droite.

L'appartenance à ce collectif témoigne de l'engagement de la FSU dans l'esprit du 11 Janvier mais va syndicalement au delà. Cet engagement est le rappel de l'attachement indéfectible de la FSU à la laïcité, aux libertés d'opinion, d'expression, fondements démocratiques républicains du « vivre ensemble », et aussi au combat pour plus d'égalité entre tous les citoyen-nes et à la lutte contre toutes les exclusions, source de désarroi social.

En effet, chacun-e d'entre nous a pu constater qu'il y a usurpation par le Front National des valeurs républicaines notamment l'instrumentali-

sation de la laïcité pour donner une caution morale à l'islamophobie dans le but de séduire un électorat large qui n'est pas forcément fasciste mais souvent désabusé.



De même nous savons que le FN a pour ambition de toucher de nouvelles cibles dont les enseignant-es. D'où le forcing de communication fait autour de la toute petite minorité d'enseignant-es se réclamant FN du collectif Racine dont certains candidats dans notre département qui développent des principes rétrogrades et une vision passéiste de l'école, évidemment en totale opposition avec les mandats de solidarité des syndicats de transformation sociale de la FSU

L'instrumentalisation des notions d'autorité, de sécurité, de moralité est au cœur du projet FN mais évidemment rien en ce qui concerne la pédagogie et la culture. L'école redevient un enjeu politique dès que la citoyenneté et l'adhésion des citoyen-nes au vivre ensemble est en péril bien loin des véritables enjeux que sont la démocratisation de l'école, l'intégration des tous les élèves quelques que soient leurs origines et la prévention de la difficulté scolaire.

Nous restons bien sûr en lien avec l'observatoire national FSU contre l'extrême-droite qui permet d'articuler les actions dans les autres départements et de partager notre expérience, le véritable enjeu étant de construire une stratégie syndicale face à la dynamique FN.

Coline Rozerot.



Inacceptable !

Que 10 % des retraités vivent sous le seuil de pauvreté !

Qu'aucune revalorisation des pensions ne soit intervenue depuis le 1er avril 2013, alors que le pouvoir d'achat des retraités baisse sensiblement depuis des années du fait de l'augmentation constante des dépenses contraintes et des multiples mesures fiscales (CASA, disparition de la demi-part parent isolé, fiscalisation de la majoration pour 3 enfants, augmentation de la TVA, modification de l'assiette de la CSG...)

Que la mise en œuvre de la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement soit toujours reportée, alors que le reste à charge des personnes en perte d'autonomie ne cesse de croître. Les 0,3 % de la CASA prélevés sur les pensions doivent être intégralement attribués au financement de la perte d'autonomie... mais la loi ne prévoit pas de place pour les organisations syndicales des retraités dans les structures qui décideront de l'utilisation de cet argent !



Que l'accès aux soins devienne de plus en plus difficile du fait du manque de médecins, d'un maillage très inégal sur le territoire y compris pour les hôpitaux publics, du dépassement d'honoraires, du désengagement de la Sécurité Sociale provoquant l'augmentation du prix des compléments santé...

Le mardi 17 mars, à Toulon (250 participant-es) comme dans de nombreuses autres villes de France, les retraités ont à nouveau manifesté pour la fin du gel des pensions et l'amélioration de leur pouvoir d'achat, la mise en œuvre en 2015 de la loi sur l'adaptation de la société au vieillissement, le développement et le renforcement des services publics indispensables à une vie digne, en particulier dans le domaine de la santé. D'autres manifestations auront lieu le 1er avril, toujours à l'appel de l'UCR-CGT, l'UCR-FO, la CFTC, la FSU, Solidaires, la FGR-FP, l'UNRPA et LSR.

Gilberte Mandon.

Notre camarade Jean De Carlo nous a quittés.



Secrétaire départemental du SNES, membre de la CA nationale de la FEN au titre d'Unité & Action, et premier secrétaire de la FSU à sa création en 1993, Jean a consacré toute sa vie au syndicalisme unitaire.

Professeur agrégé d'italien, d'origine modeste, il avait

payé ses études en travaillant comme surveillant d'internat et réussi à l'un des concours les plus sélectifs.

Laique intransigeant parce que très attaché à ses convictions les plus profondes, il avait une haute idée de ses fonctions de commissaire paritaire, de secrétaire du SNES puis de la FSU dans le Var et de militant Unité et Action. Dans les audiences en Préfecture, à l'Inspection académique, au Rectorat, ou même auprès d'un ministre de passage, il savait faire face et regarder droit dans les yeux. Son art oratoire impressionnait. Ses périodes, ses longues phrases ne laissaient jamais l'interlocuteur indifférent et le message passait.

Pour lui, la dignité de l'enseignant impliquait l'élégance. Lors d'un CDEN, le préfet Marchiani avait cru se moquer de lui en remarquant « alors Monsieur De Carlo, pour venir à la préfecture vous mettez votre costume trois pièces ». En haussant les épaules, Jean l'avait renvoyé dans les cordes comme il le méritait. « Mais c'est là ma tenue de tous les jours, Monsieur le Préfet ! ».

Convaincu de la nécessité de travailler ensemble, il a su, dans des conditions difficiles, dynamiser la vie fédérale varoise et a été un animateur exemplaire, poursuivant son action pour rassembler nos forces, en aidant beaucoup les « petits » syndicats de la nouvelle fédération pour qu'elle rayonne au-delà du SNES, du SNUipp et du SNEP... œuvrant toujours à la recherche de l'unité avec les autres organisations. Il accompagnait les secteurs en lutte et, à son initiative, nous avons développé un syndicalisme actif et unitaire qui porte les revendications majoritaires de la profession.

Avec lui s'en va un pan entier de l'histoire des luttes varoises dans l'Education Nationale.

Jean-Pierre ANDRAU, Maguy FACHE, Michel FORTUNA, Gilberte MANDON

Revue FSU N°72, Mars 2015.

Dans l'actualité, suite ...

«La bourse au mérite 2, le retour...»

Les bacheliers 2014 (ceux qui le « méritent ») ont finalement la bonne surprise d'obtenir le versement de cette bourse qui avait été supprimée par une circulaire du ministère en juillet dans le cadre d'un redéploiement des aides étudiantes. Elle est donc rétablie par une autre circulaire du ministère de l'éducation nationale publiée jeudi 26 février au Bulletin officiel, et n'ayant fait l'objet d'aucun communiqué, sous la pression du Conseil d'Etat qui avait suspendu la première circulaire, jugeant qu'il y avait un « doute sérieux sur la légalité » de cette disposition.

Management par la congélation d'ovules...

C'est la solution trouvée par les deux géants de la Silicon Valley, facebook et Apple. En couvrant jusqu'à hauteur de 20000 dollars ce procédé qui permet aux femmes d'avoir des enfants plus tard. Il peut permettre aux femmes de « ne plus choisir entre la carrière et les enfants » selon le site eggstorage.com, qui mobilise en faveur de cette solution. Ces entreprises espèrent ainsi attirer des femmes dans les rangs d'un secteur encore très masculin.

Les deux compagnies emploient actuellement en effet deux hommes pour une femme.

"Est-ce que l'objectif, c'est de demander à des femmes de ne pas avoir d'enfants au moment où elles le souhaitent, pour pouvoir être plus disponibles pour leur entreprise?" s'est inquiétée la ministre des Affaires sociales et de la Santé Marisol Touraine.

Dans l'actualité.

Session de rattrapage pour Wikipédia !

C'est à l'initiative de la bibliothèque d'histoire des sciences, à la Villette (Paris), de la Fondation L'Oréal et de Wikimedia France qu'a été organisé le 7 mars un « édition » qui a rassemblé une quarantaine de volontaires pour rétablir un peu de parité sur l'encyclopédie en ligne. En effet, le genre féminin est sous-représenté à la fois dans les personnalités qui font l'objet d'une notice en ligne, et dans les petites mains qui rédigent ces articles : seulement 10% des contributeurs s'identifient comme femme...

Malheureusement, beaucoup de femmes «se mettent des barrières en se proclamant "pas très geek", constate Aude Desanges, responsable des programmes de la Fondation L'Oréal.

Ah la vache !

C'est certainement ce qu'ont dû dire les militaires suisses en essayant leur nouveau radar qui a coûté 279 millions d'euros...Le nouveau système est tellement performant et sensible qu'il lui arrive de confondre des vaches avec des avions ennemis !!! Le ministre de la Défense de la confédération suisse a expliqué que ce dysfonctionnement peut s'expliquer par la géographie du pays. « Apparemment cela fonctionne en plaine mais en montagne, lorsque par exemple une vache se déplace sur les versants, le radar identifie l'animal comme un objet ennemi ». Il ne reste donc plus qu'à aplanir les montagnes...

Brèves sur l'actualité réalisées par Benoît Casals.

Rentrée 2015 dans le 2nd degré : toujours moins de moyens.

Le CTSD du 27 janvier (examen des dotations), puis le CTSD du 12 Mars (ouvertures / fermetures de postes) ont entériné la dotation pour la rentrée 2015. Constatant que les moyens n'étaient pas au rendez-vous et que, jamais, dans notre département, il n'y avait eu autant de mesures de carte, les élu-es FSU du CTSD ont voté contre la liste des créations et des fermetures de postes proposée pour le second degré. Notre académie et notre département restent parmi les moins bien dotés de France. Si nous avions eu une dotation qui ne prenait pas en compte la légère baisse démographique (395 élèves en moins dans le 2nd degré varois), nous aurions eu un taux d'encadrement des élèves enfin satisfaisant et nous aurions pu améliorer nos conditions d'exercice.

Quels moyens ?

Pour cette rentrée comme l'an dernier, en ce qui concerne les lycées, c'est uniquement du fait de l'augmentation du nombre d'élèves (453 élèves de plus) et non par l'octroi de moyens supplémentaires que sont créés 30 postes en lycées généraux et technologiques et 9 postes en lycées professionnels (contre 64 créations l'an dernier).

Une situation plus que critique en collège.

Cette année encore, ce sont les collèges varois qui avec la perte de 956 élèves, paient le plus lourd tribut : le solde est de 70 postes en moins en collège (hors SEGPA). Il y aura 29 mesures de carte scolaire c'est-à-dire autant d'enseignant-es qui vont donc être contraint-es de muter dans des conditions difficiles. Dans le même temps, le recours aux IMP (nouveau 2015 !) et aux heures supplémentaires se fait au détriment des heures postes : c'est la cause supplémentaire de nombreuses fermetures de postes. Les effectifs en collège, calculés sur la base de 29 élèves de la 5ème à la 3ème (exception faite des REP) ne permettent pas aux enseignant-es et aux élèves de travailler dans des conditions satisfaisantes.

La bonne nouvelle c'est que 5 postes sont créés en SEGPA.

Les élu-es FSU sont intervenu-es en séance et ont permis d'améliorer certains compléments de service et de diminuer le nombre de fermetures et donc de mesures de carte : avant l'ouverture du CTSD, 72 fermetures de postes en collège (hors SEGPA) étaient prévues dont 32 mesures de carte. Nous avons aussi pu obtenir une création de plus en lycée. Les informations fournies par les collègues siégeant en CA nous ont été très utiles. Avant le CTSD, le SNES a soutenu toutes les initiatives des établissements et toutes les audiences demandées auprès du DASEN. Celles-ci ont permis aux établissements de faire connaître leur situation et parfois de l'améliorer.

Rappelons en outre que tous les ans nous constatons à la rentrée une distorsion entre les prévisions d'effectifs et les effectifs constatés et que la compensation faite a posteriori n'est généralement pas proportionnelle et jamais suffisante.

Pas étonnant, dès lors, que les collèges qui ont voté "contre" ces dotations insuffisantes aient été nombreux : en effet, l'incompréhension des enseignant-es mais aussi des parents est grande.

Continuer le combat !

Nous avons une autre ambition pour l'école : lutter contre l'échec scolaire passe nécessairement par le rattrapage du retard pris dans notre département depuis des années. Il faut donner enfin aux élèves varois des conditions d'étude facilitant leur réussite et des conditions de travail enfin convenables pour les enseignant-es.

Les moyens alloués aux établissements ne vont permettre ni de répondre aux enjeux de réussite pour tous ni de lutter contre le décrochage scolaire. Ces derniers temps, à défaut de parler de réussite scolaire, on a beaucoup mis en débat la laïcité mais comment éduquer à la citoyenneté avec si peu de moyens ?

Les élu-es FSU 2nd degré du CTSD :
Maryvonne Guignonnet, Andrée Ruggiero,
Coline Rozerot, Amar Guendouz,
Dominique Queyroulet.

Réforme du collège : attention danger !

Les langues vivantes sont particulièrement touchées : suppression possible des classes bilingues et européennes, une LV1 qui perd 1h et une introduction de la LV2 en 5ème qui se fait à moyens constants (2 h/semaine de la 5ème à la 3ème). Grande nouveauté de la réforme : le retour déguisé des IDD, appelés EPI, enseignements pratiques interdisciplinaires, élaborés en conseil pédagogique dans chaque établissement. Ces EPI seraient mis en œuvre à raison de 4h/semaine de la 5ème à la 3ème, sur 8 thèmes proposés, au moins 2 sont travaillés par an. Pour le Snes-FSU, la réussite des élèves au collège, passe par la possibilité de diversifier les situations pédagogiques en abaissant les effectifs des classes, en multipliant le travail en groupes, et aussi en intégrant dans les services des enseignant-es des temps de concertation. L'autonomie des établissements n'est pas la réponse et l'interdisciplinarité ne saurait être la solution miracle au collège présenté comme le "maillon faible" du système éducatif par madame la ministre !

Dominique Queyroulet.

Laïcité et "vivre ensemble".

Laïcité et "vivre ensemble".

Le "vivre ensemble" est souvent invoqué depuis les assassinats à *Charlie Hebdo* et au magasin casher de Vincennes. Pour la FSU, cela constitue en effet un impératif dans un pays divers, largement façonné par les brassages d'individus d'origines très différentes. Encore faut-il que cette dimension s'applique concrètement dans la réalité.

En effet, comment croire au vivre ensemble quand on habite dans les quartiers de relégation sociale, quand on fait partie des 5,2 millions de chômeuses, quand 8,6 millions de personnes vivent sous le seuil de pauvreté (dont 2,6 millions d'enfants, soit 1 enfant sur 5), quand patron-nes et nanti-es pratiquent l'évasion fiscale et vivent dans l'entre-soi social, quand le gouvernement refuse d'augmenter minima sociaux et SMIC tout en faisant des cadeaux au MEDEF, quand l'Etat diminue les dotations aux collectivités locales ?



Les mesures proposées par le gouvernement pour le "vivre ensemble" semblent privilégier un catéchisme républicain et une optique autoritaire et sécuritaire si l'on en croit F. Hollande : "C'est en renforçant l'autorité du maître qu'on fera partager les valeurs républicaines". Au demeurant, «la grande mobilisation» décrétée par Manuel Valls le 22 janvier débouche sur 250 millions € en trois ans pris sur des crédits gelés. Dans le système scolaire, l'utilisation d'un "esprit du 11 janvier" a servi à enjoindre au respect de "valeurs républicaines", à arrêter/convoquer des enfants ou des adolescentes, à mettre en cause des enseignant-es dans la conduite des activités pédagogiques.

Laïcité, es-tu là ?

Tout le monde semble aujourd'hui se revendiquer pour la laïcité comme condition du "vivre ensemble", mais certain-es l'adaptent pour servir des fins très différentes. Par exemple en ciblant les populations immigrées et issues de l'immigration, assimilée à leur appartenance religieuse avérée ou supposée, dans une logique discriminatoire ; c'est ainsi qu'il faut comprendre la proposition de loi sur les signes religieux dans les crèches privées, ou encore les propos sur la possibilité d'interdic-

tion du voile à l'université.

Dans le même temps, d'autres - et parfois les mêmes - proposent de mettre en cause les lois laïques de séparation des Eglises et de l'Etat : il s'agit de développer progressivement une logique concordataire, pour faire jouer aux religions un rôle de pacification sociale notamment dans les zones populaires les plus touchées par le retrait des services publics et l'explosion de la pauvreté et de la précarité. C'est ainsi qu'ils proposent de développer le financement d'écoles privées sous contrat musulmanes, la volonté de faire former par l'Etat les imams, etc.

Enfin les forces les plus réactionnaires de la société, au premier rang desquelles le Front National poursuivent leurs offensives, multiplient les initiatives homophobes et sexistes particulièrement autour de l'école publique. Les représentants des religions se sont exprimés contre la possibilité pour les personnes en fin de vie de maîtriser leur destin lors des débats parlementaires sur la loi à ce sujet. De même, l'évêque aumônier aux armées (rappelons que les aumôniers militaires sont payés par l'argent public) n'hésite pas à écrire dans le dernier numéro de la revue dont il est responsable : "L'idéologie islamique vient de faire 17 victimes en France. Mais l'idéologie de la bienpensance fait chaque année 200 000 victimes dans le sein de leur mère. L'IVG devenue droit fondamental est une arme de destruction massive. Alliés pour la France avec d'autres, nous devons faire front contre les attaques terroristes explicites. Mais, pour autant, nous ne devons pas cautionner les folies de l'euthanasie, du mariage pour tous et autres caricatures de Charlie-Hebdo".

Défendre le "vivre ensemble" passe notamment par la défense de la laïcité de l'école et des institutions publiques (défense de la loi de 1905), mais aussi par des luttes pour ouvrir une perspective à tous ceux et toutes celles qui subissent la politique gouvernementale et aspirent à une rupture avec un système qui n'offre que misère et désespérance.

Quentin Dauphiné



Un plébiscite pour la FSU dans les ESPE

Mardi 10 février avaient lieu des élections dans les ESPE de l'académie de Nice pour renouveler les sièges des représentants des usagers au sein du Conseil d'école et du conseil de la vie universitaire.

Le choix des étudiants et stagiaires a été quasi unanime puisque plus de 85 % des électeurs ont choisi la FSU.

Conscient que cette confiance vient aussi bien de sa présence que de son engagement dans les luttes, la FSU continuera comme depuis sa création à se battre aux côtés des stagiaires et des étudiants pour obtenir une formation de qualité.

Déjà dans l'action depuis le début de cette année pour dénoncer les dysfonctionnements liés à la mise en place des ESPE (pétition nationale, rencontres avec la Ministre, le recteur et la directrice de l'ESPE de l'Académie et rassemblements devant tous les ESPE de

France la semaine du 17 novembre), la FSU poursuivra ses efforts pour que la formation au sein des ESPE soit revue en prenant en compte les revendications des stagiaires aussi bien en terme de contenu que d'organisation.

Faut-il être déguisée pour obtenir l'égalité ?

Dimanche 8 mars 2015, les défenseur-ses des droits des femmes se sont donné-es rendez-vous, au carré du port à Toulon. Ce rassemblement festif, lancé par la FSU, la CGT, Solidaires, EELV, PG, NPA, Ensemble83, PCF, le Planning familial, la LDH, réunissait des femmes chapeautées et moustachues, accompagnées, ou pas, d'hommes et d'enfants, sous le slogan : «Faut-il être déguisée pour obtenir l'égalité ?» Après lecture d'une déclaration



par la présidente du planning familial, rappelant la nécessité du combat encore à mener pour que l'égalité hommes/femmes, soit réelle dans les lois et dans les faits, l'affirmation "Solidarité avec les femmes du monde entier" a été déclinée comme un écho dans une douzaine de langues, puis la musique nous a toutes entraîné-es dans une farandole et des danses fraternelles. Certains esprits chagrins disent

que cette journée est ridicule, inutile parce qu'il s'agit d'une journée et que tout le reste de l'année on peut oublier les inégalités. C'est ignorer le travail qui est mené par l'ONU, les ONG, les associations, les services sociaux, les tribunaux, les citoyen-ne-s, célèbres ou anonymes, toute l'année, partout dans le monde. Cette journée est une mise en lumière de cette lutte et l'occasion de faire le bilan de l'évolution des droits des femmes, saluer les progrès, dénoncer les injustices et les drames et envisager le travail qui reste à accomplir, les combats à mener.

La journée des droits de la Femme a été officialisée par l'ONU en 1977, héritage des luttes pour les conditions de travail et les droits politiques menées par les femmes au cours du XXe siècle mais on peut aussi se souvenir de la déclaration des droits de la femme qu'Olympe de Gouges avait rédigée en 1791,



pendant pastiche de la déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen, revendiquant déjà une égalité de droits juridiques, politiques et sociaux.

Deux cents ans après, les droits des femmes ont toujours besoin d'être revendiqués, défendus, dans notre pays et dans le monde. Les inégalités touchent encore, toutes les sphères de la vie quotidienne, sociale, politique etc. Rappelons les questions de violences faites aux femmes - 1 femme sur 3 est encore victime de violences, la plupart du temps, l'auteur est quelqu'un de très proche - la question des inégalités de salaires à diplômes et postes égaux qui est de l'ordre de 10 à 30%. Même dans la fonction publique française, le déroulement des carrières féminines est la plupart du temps plus lent que celui des hommes. Citons encore le nombre de femmes PDG des grandes entreprises internationales qui n'excède pas 5% quand 22% de femmes siègent dans les instances politiques parlementaires dans le monde. On peut aussi dénoncer, que 60% des illettré-es sont des femmes car si la parité en école primaire est presque atteinte, il n'en est rien dans l'enseignement secondaire et supérieur*.

Nous pouvons donc assurément, nous donner rendez-vous le 8 Mars pour les prochaines décennies, pour défendre et affirmer, les droits des femmes !

Geneviève Clerc.

* Les statistiques de cet article sont issues du site de l'ONU sur les droits de la femme.

A QUI S'ADRESSER ?

FSU

83

Enseignement
Éducation
Recherche
Culture
Formation

FSU - Bourse du Travail

13, Avenue Amiral Collet, 83000 TOULON
Tél : 04.94.93.04.40 Fax : 04.94.93.04.74
Email : fsu83@fsu.fr ; site : http://sd83.fsu.fr

Instituteurs, Profs des Ecoles, Pégé SNUipp

GIUSIANO Julien, Immeuble le Rond point -
Avenue P et M Curie, 83160 La Valette
Tél. 04.94.20.87.33 Fax 04.94.20.87.34

Enseignement secondaire SNES

Dominique QUEYROULET, Coline ROZEROT,
208 rue Emile Ollivier, 83000 Toulon
Tél./ Fax : 04.94.92.36.77

Education Physique SNEP

Amar GUENDOZ / Gérard PERMINGEAT /
Fabienne RAIMBAULT / Brigitte REBOUT,
Tél : 04 93 86 19 52,
FSU Var, 13 Av Amiral Collet 83000 Toulon

Lycées professionnels SNUEP

Andrée RUGGIERO, FSU Var, 13 Av Amiral
Collet 83000 Toulon Tél : 06.79.44.06.81

Agents, Techniciens de labo, Ouvriers et Services agents territoriaux SNUACTE

Nonce Biondi, nbiondi@regionpaca.fr ;
Patrice Espenon, pespenon@regionpaca.fr ;
Valérie Dalmasso (agents de labo) au
06 11 18 62 29

Enseignement supérieur, SNESUP

Emilie Devriendt, emilie.devriendt@univ-tln.fr

SNU POLE EMPLOI

Viviane Driquez tel : 04 91 43 43 22
FSU Var, 13 av Amiral Collet, 83000 Toulon

Environnement SNE

Eric SERANTONI tel : 06 83 99 14 84
Parc National de Port Cros
Castel Ste Claire 83400 Hyères

Personnels de l'administration Pénitentiaire

SNEPAP Gautier SCHONT Annick KOURIO,
SPIP, 146 av Maréchal Foch, 83000 Toulon,
04 94 92 52 12

Protection Judiciaire Jeunesse SNPES - PJJ

Lily Kinane, halima.kinane@free.fr

Technique agricole public SNETAP

Brice Fauquant, brice.fauquant@educagri.fr

Inspection SNPI

Claude Fauvelle, claude.fauvelle@ac-nice.fr

Infirmières conseillères de santé SNICS

Administration scolaire, universitaire, biblio-
thèques **SNASUB**

Equipement (DDE) SUP'Equip

Assistantes sociales **SNUAS FP**

FSU VAR, 13 Av Amiral
Collet 83000 Toulon



FSU PACA

Bourse du travail,
23 bd Charles Nedelec,
13331 Marseille cédex 3